

France/Mis en examen sur des soupçons de financement libyen

Sarkozy dénonce " l'enfer de la calomnie "

AFP
Paris/France

Devant les juges, l'ancien président a invoqué l'absence de preuve matérielle dans les accusations à en son encontre.

L'ANCIEN président français Nicolas Sarkozy, inculpé mercredi et placé sous contrôle judiciaire dans le cadre d'une enquête sur des soupçons de financement libyen de sa campagne électorale de 2007, a invoqué devant les juges l'absence de "preuve matérielle" et affirmé vivre "l'enfer de la calomnie".

L'ancien chef de l'Etat, 63 ans, a été mis en examen (inculpé) pour "corruption passive", "financement illégal de campagne électorale" et "recel de fonds publics libyens", ce qui marque un coup d'accélérateur dans cette affaire instruite par des magistrats français depuis près de cinq ans.

L'ex-président nie les faits qui lui sont reprochés. Sa garde à vue, qui avait débuté mardi dans les locaux de l'office anticorruption (Ocliff) à Nanterre, près de Paris, s'était terminée mercredi en fin d'après-midi. Elle a duré en tout 26 heures.

"Depuis le 11 mars 2011, je vis l'enfer de cette calomnie", a affirmé M. Sarkozy, selon sa déclaration aux magistrats reproduite hier sur le site internet du journal Le Figaro. Il dit avoir "déjà beaucoup payé pour cette affaire" sur le plan politique : "j'ai perdu l'élection présidentielle de 2012 à 1,5% (face à François Hollande, ndlr). La polémique lancée par Kadhafi et ses sbires m'a coûté ce point et demi".



Photo : AFP

26 heures de garde à vue ont débouché sur la mise en examen de l'ancien président Nicolas Sarkozy qui dénonce des accusations ne reposant sur "aucune preuve matérielle."

Il dit être "accusé sans aucune preuve matérielle" par les déclarations de l'ex-dictateur libyen Mouammar Kadhafi et de plusieurs de ses proches, ainsi que par l'intermédiaire franco-libanais Ziad Takieddine. "Il est avéré à de multiples reprises qu'il (Ziad Takieddine, ndlr) a touché de l'argent de l'État libyen", poursuit M. Sarkozy. "À propos de M. Takieddine, je voudrais vous rappeler qu'il ne justifie durant cette période 2005-2011 d'aucun rendez-vous avec moi", ajoute l'ancien président. "Pendant les 24 heures de ma garde à vue, j'ai essayé avec toute la force de conviction qui est la mienne de montrer que les indices graves et concordants qui sont la condition de la mise en examen n'existaient pas compte tenu de la fragilité du document ayant fait l'objet d'une enquête judiciaire et compte tenu des caractéristiques hautement suspectes et du passé lourdement chargé de M. Takieddine", a notamment déclaré M. Sarkozy.

"Les faits dont on me suspecte sont graves, j'en ai conscience. Mais si, comme je ne cesse de le proclamer avec la plus totale constance

et la plus grande énergie, c'est une manipulation du dictateur Kadhafi ou de sa bande, ou de ses affidés (...) alors je demande aux magistrats que vous êtes de mesurer la profondeur, la gravité, la violence de l'injustice qui me serait faite", a-t-il ajouté. En mai 2012, le site d'information français Mediapart avait publié entre les deux tours de la présidentielle un document libyen accréditant un financement d'environ 50 millions d'euros (32,7 milliards de francs), dont M. Sarkozy et ses soutiens ont constamment affirmé qu'il s'agissait d'un faux.

"MIS EN EXAMEN NE VAUT PAS CULPABILITE". Par la suite, "M. Takieddine a toujours affirmé ne m'avoir jamais remis de liquide jusqu'au mois de novembre 2016. Très exactement trois jours avant le plus important débat qui opposait les candidats de droite à la primaire. J'ai perdu la primaire et les déclarations de M. Takieddine n'y sont pas pour rien", poursuit M. Sarkozy, en référence à sa tentative de reconquête de l'Elysée de 2016. "Mis en examen ne vaut pas

culpabilité", a réagi de son côté mercredi soir Laurent Wauquiez, ancien ministre et successeur de Nicolas Sarkozy à la présidence du parti Les Républicains (droite).

Quels sont les nouveaux éléments rassemblés par les magistrats pouvant mettre directement en cause l'ancien chef de l'Etat ? Selon le journal Le Monde, plusieurs anciens dignitaires du régime Kadhafi auraient livré de récents témoignages confirmant les soupçons de financement illicite.

Ziad Takieddine a lui-même assuré avoir remis entre fin 2006 et début 2007 trois valises contenant 5 millions d'euros (3,2 milliards de francs) en provenance du régime de Kadhafi à Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, et à son directeur de cabinet Claude Guéant.

D'autres dignitaires libyens ont démenti tout financement de la Libye de Mouammar Kadhafi, que M. Sarkozy avait reçu en grande pompe à l'Elysée en 2007.

Autre élément qui pourrait être compromettant pour Nicolas Sarkozy, un rapport de l'office anticorruption, daté de septembre, qui pointe une circulation importante d'espèces dans son entourage durant la campagne 2007.

Les investigations ont aussi mis en lumière plusieurs opérations suspectes, notamment un virement de 500 000 euros (327,5 millions de francs) perçu par Claude Guéant en mars 2008.

Nicolas Sarkozy fut l'un des artisans de la chute de Mouammar Kadhafi, tué en 2011 par les rebelles libyens.

Somalie/Attentat

Au moins 14 morts dans l'explosion d'une voiture piégée

AFP
Mogadiscio/Somalie

AU moins 14 personnes ont été tuées hier dans l'explosion d'une voiture piégée devant un hôtel populaire de la capitale somalienne, Mogadiscio, a-t-on appris auprès d'un porte-parole du gouvernement et de témoins.

"Il y a eu une forte explosion ici, et le nombre de victimes est pour l'instant de 14 tués et un certain nombre de blessés", a déclaré à la presse le porte-parole, Abdiyazis Ali Ibrahim. "Le bilan

pourrait être plus lourd". Le porte-parole n'a pas précisé ce qui avait provoqué l'explosion, mais des témoins interrogés par l'AFP ont décrit une voiture piégée qui a explosé à l'heure de pointe dans une rue très fréquentée de la capitale, juste en face d'un hôtel au dispositif sécuritaire important car fréquenté par de nombreux responsables du gouvernement.

"L'explosion était vraiment énorme, un véhicule contenant des explosifs a explosé près d'un salon de thé en face de l'hôtel Weheliye et a fait au moins dix morts", a

déclaré l'un d'eux, Abdu-lahi Moalim. "J'ai vu des gens emmenés en urgence à l'hôpital".

L'attaque n'a pas été revendiquée dans l'immédiat, mais les islamistes shebab affiliés aux jihadistes d'Al-Qaïda sont coutumiers de ce genre d'attaque. Les shebab tentent depuis 2007 de renverser le fragile gouvernement central somalien, soutenu par la communauté internationale et par les plus de 20 000 hommes de la force de l'Union africaine (Amisom), venus d'Ouganda, du Burundi, de Djibouti, du Kenya et d'Éthiopie.

Chassés de Mogadiscio en août 2011, les shebab ont ensuite perdu l'essentiel de leurs bastions. Mais ils contrôlent toujours de vastes zones rurales d'où ils mènent des opérations de guérilla et des attentats-suicides, jusque dans la capitale et contre des bases militaires, somaliennes ou étrangères.

Même s'ils ne l'ont pas revendiqué, ils sont tenus responsables de l'attentat au camion piégé du 14 octobre dans le centre de Mogadiscio, le plus meurtrier de l'histoire de la Somalie, qui a fait au moins 512 morts.



Menu du jour 12 000
1 entrée + 1 plat + 1 dessert

Vendredi
Buffet Mix grill et Orchestre
• 19 500 adultes
• 10 000 enfants

Dimanche à partir de 13h
Formule petit déjeuner 10 000

Buffet Familial :
• 24 000 adultes
• 14 000 enfants

Sur place ou emporté : Livraison +2500
Resto ouvert midi et soir et fermé le dimanche soir et le lundi

Tél. : 07 17 17 77 - 05 08 88 88

CASINO
CROISSETTE

LE LOUNGE & LES JEUX

HAPPY HOURS
TOUS LES JOURS
de 18h à 21h



et le Dimanche
toute la nuit
pour la soirée Salsa

publi.com Tél : 04 10 03 91
07 17 34 20